



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**

## **Supplément 17 aux Directives concernant les rentes (DR) de l'as- surance vieillesse, survivants et invalidité fé- dérale**

Valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020

318.104.0117 f DR

11.19

## **Avant-propos concernant le supplément 17, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Le présent supplément 17 contient les modifications appelées à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les chiffres marginaux modifiés à ce titre sont mis en évidence par l'adjonction 1/20.

Les modifications apportées sont, pour les unes, des compléments, des précisions matérielles ou des améliorations rédactionnelles qui se sont révélés nécessaires au vu des expériences faites ou en raison de l'évolution de la jurisprudence du Tribunal fédéral. Elles ont, pour les autres, consisté à créer de nouveaux paragraphes numérotés ou à modifier l'ordre de certains paragraphes numérotés afin d'améliorer la lisibilité du texte.

De même, afin de rendre les présentes directives plus intelligibles et plus faciles à utiliser, les anciens renvois aux directives concernant le statut des étrangers et des apatrides dans l'AVS et l'AI ont été remplacés par des explications sur les dispositions afférentes ou par des renvois aux conventions de sécurité sociale. Les directives en question sont toujours en vigueur, mais elles n'ont pas été modifiées au cours des dernières années, notamment depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes, et elles ne sont pas non plus disponibles en version électronique.

En outre, les annexes I et VI ont été modifiées pour intégrer les montants valables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

- 3210 1/20 Une personne qui percevait une rente complémentaire de l'AI immédiatement avant la naissance du droit à la rente de vieillesse (jusqu'au 31.12.2007 inclus<sup>1</sup>) a droit, aux mêmes conditions, à une rente complémentaire de l'AVS pour son conjoint ou pour son ex-conjoint ([art. 22<sup>bis</sup>, al. 1, LAVS](#)).
- 3308.1 1/20 – Lorsque l'enfant séjourne en dehors du ménage commun afin de suivre une formation, ce ménage commun continue d'exister tant que les parents nourriciers subviennent aux besoins de l'enfant ([ATF 140 V 458](#)).
- 3329 1/20 – à la fin du mois au cours duquel l'enfant recueilli bénéficiaire d'une rente quitte le ménage commun ou retourne auprès de ses parents biologiques, ou reçoit de ces derniers des prestations d'entretien. Lorsque l'enfant séjourne en dehors du ménage commun afin de suivre une formation, ce ménage commun continue d'exister tant que les parents nourriciers subviennent aux besoins de l'enfant ([ATF 140 V 458](#)).
- 3332.1 1/20 – pour les orphelins âgés de 18 à 25 ans qui sont encore en formation, lorsque leur revenu brut mensuel tiré d'une activité lucrative dépasse le montant de la rente de vieillesse maximale complète (ch. 3366 ss).
- 3350.1 1/20 – pour les enfants âgés de 18 à 25 ans qui sont encore en formation, lorsque leur revenu brut mensuel tiré d'une activité lucrative dépasse le montant de la rente de vieillesse maximale complète (ch. 3366 ss).
- 3419.1 1/20 Une femme divorcée, qui s'est remariée lorsque son premier mari était encore en vie, n'a pas droit à une rente de veuve, même si elle a divorcé entre-temps de son deuxième époux ([ATF 127 V 75](#)).

---

<sup>1</sup> La 5<sup>e</sup> révision de l'AI, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, a mis fin aux rentes complémentaires en cours.

- 3515  
1/20 Les rentes pour enfant doivent continuer à être versées et, le cas échéant, restent plafonnées pendant la suspension de la rente principale.
- 4007  
1/20 Si, pour des personnes de nationalité étrangère, les indications visées au ch. 4004 ne peuvent pas être vérifiées ou ne peuvent l'être que partiellement, il convient de recourir à d'autres documents officiels appropriés tels que passeports, attestations des autorités compétentes du pays d'origine du requérant (par ex. extraits des registres de l'état civil) et livrets pour étrangers.
- 4207  
1/20 Lorsqu'une personne ayant droit à la prestation se réclame de la qualité de réfugié, il lui incombe d'en apporter la preuve en produisant l'attestation spéciale établie par le Secrétariat d'État aux migrations. Au moment du dépôt de la demande, la date à laquelle cette attestation a été délivrée ne doit pas remonter à plus de deux mois. Les réfugiés ou les apatrides domiciliés à l'étranger doivent fournir une attestation de l'organisme étranger compétent répondant aux mêmes conditions.
- 5043  
1/20 Les périodes d'assurance accomplies à l'étranger ne seront prises en compte que dans la mesure où une convention de sécurité sociale le prévoit expressément (voir <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/int/donnees-de-base-et-conventions/sozialversicherungsabkommen.html>).
- 5109.1  
1/20 Lorsqu'un époux renonce, en vertu de [l'art. 23 LPGA](#), à la rente de vieillesse ou à la rente d'invalidité, il y a lieu, s'agissant du conjoint dont le droit à la rente subsiste, d'effectuer un nouveau calcul moyennant annulation fictive du partage des revenus. Les bases de calcul de la rente seront donc fixées sur la base des revenus non partagés, selon les règles et les tables qui étaient valables lors de la réalisation du risque assuré s'agissant du conjoint dont le droit à la rente subsiste. Elles seront ensuite mises à jour en fonction des dispositions issues des révisions de l'AVS et de l'AI ainsi que des adaptations de rentes intervenues

---

depuis lors jusqu'au moment de la mutation (mise à jour des bases de calcul).

- 5227  
1/20 S'agissant de cas dans lesquels les années civiles se rapportant à l'octroi antérieur d'une rente d'invalidité ne sont pas prises en considération, on renoncera à la prise en compte des revenus de l'activité lucrative afférents aux années en question conformément aux [art. 30<sup>bis</sup> LAVS](#) et [art. 51, al. 3 RAVS](#).
- 5227.1  
1/20 Ce principe s'applique également pour la période durant laquelle une personne veuve invalide a touché une rente de survivant plus favorable que sa rente d'invalidité ([art. 24b LAVS](#)).
- 5512  
1/20 Il n'y a pas non plus lieu de procéder au plafonnement
- 5512.1  
1/20 – lorsque le versement de la rente AI de l'autre conjoint est suspendu durant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une autre mesure ;
- 5512.2  
1/20 – lorsque l'un des conjoints renonce à la rente en vertu de [l'art. 23 LPGA](#).
- 5639  
1/20 En cas d'existence d'un droit antérieur à une rente d'invalidité, les périodes de cotisations accomplies durant les années civiles de l'octroi de la rente d'invalidité, les revenus correspondants ainsi que les bonifications pour tâches éducatives et pour tâches d'assistance ne sont pas pris en considération lors de la fixation du revenu annuel moyen déterminant si cela conduit à un résultat plus avantageux ([art. 30<sup>bis</sup> LAVS](#) et [art. 51, al. 3 RAVS](#)).
- 7002  
1/20 En pratique, il n'y a par conséquent plus lieu d'octroyer des rentes extraordinaires de vieillesse. Seules seront versées des rentes extraordinaires de survivant (rentes de veuve, de veuf ou d'orphelin) ou des rentes extraordinaires de l'AI assorties ou non de rentes pour enfant.

- 7101  
1/20 Ont droit à une rente extraordinaire de survivant ou à une rente d'invalidité les ressortissants suisses ([art. 42, al. 1, LAVS](#) et [art. 39, al. 1, LAI](#)) ainsi que les étrangers, les réfugiés et les apatrides auxquels ce droit a été expressément reconnu par une convention de sécurité sociale ou par l'arrêté fédéral concernant le statut des réfugiés et des apatrides dans l'assurance-vieillesse et survivants et dans l'assurance-invalidité (voir [art. 1, al. 2, ARéf](#)).
- 7119  
1/20 En revanche, les conventions de sécurité sociale ou les dispositions de droit interne auxquelles elles se réfèrent, lorsqu'elles prévoient l'octroi de rentes extraordinaires à des ressortissants étrangers, font dépendre le droit à ces types de rente d'une certaine durée minimale de séjour qui varie selon le type de la rente (voir <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/int/donnees-de-base-et-conventions/sozialversicherungsabkommen.html> ou [art. 1, al. 2, ARéf](#)).
- 8110  
1/20 Ces conditions supplémentaires peuvent être supprimées ou atténuées par des conventions de sécurité sociale (égalité de traitement, voir <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/int/donnees-de-base-et-conventions/sozialversicherungsabkommen.html>) ou par des dispositions particulières du droit interne, applicables à certaines personnes ou à certains groupes de personnes (réfugiés, apatrides) ([art. 1, al. 1, ARéf](#)).
- 9013.2  
1/20 – Pour les rentes de vieillesse et d'invalidité avec supplément de veuvage, indication que le supplément tombe en cas de remariage ou en cas de conclusion d'un partenariat enregistré.
- 9013.3  
1/20 – Pour les rentes pour enfant et les rentes d'orphelin, indication que le droit s'éteint dès l'accomplissement de la 18<sup>e</sup> année ou, en cas de poursuite de la formation à l'âge indiqué, au moment de l'obtention du diplôme, mais au plus tard dès l'accomplissement de la 25<sup>e</sup> année.

- 
- 9013.4 – Pour les rentes pour enfant et les rentes d'orphelin ver-  
1/20 sées à des enfants de plus de 18 ans qui sont encore en formation, indication que le droit s'éteint lorsque le revenu de l'activité lucrative obtenu dans le cadre de la formation dépasse le montant de la rente de vieillesse maximale complète (ch. 3366 ss).
- 9019 Pour les rentes ordinaires, et suivant les circonstances du  
1/20 cas d'espèce, les indications complémentaires suivantes sont nécessaires :
- 9020 abrogé  
1/20
- 9027 Pour les allocations pour impotent, mention du degré d'im-  
1/20 potence fixé par l'office AI compétent (faible, moyen ou grave).
- 9028 Suivant les circonstances du cas d'espèce, les indications  
1/20 complémentaires suivantes sont nécessaires :
- 9203 Toute modification du taux d'invalidité doit aussi être an-  
1/20 noncée au Registre central des rentes, aussi bien en ce qui concerne la rente principale que les rentes pour enfant.
- 10627 La créance de restitution fixée par décision notifiée s'éteint,  
1/20 au sens d'une péremption, cinq ans après la fin de l'année civile au cours de laquelle la décision est passée en force. En cas de demande de remise (dans le respect des délais y relatifs), le délai de cinq ans commence à courir seulement à partir du moment où le rejet de la demande de remise est passé en force. Le délai de péremption s'applique également aux cas dans lesquels la créance en restitution est compensée avec une rente en cours.

## Appendice I

1/20

### 1. Accomplissement de la durée minimale de l'obligation de cotiser

Pour déterminer si la cotisation minimale a été payée pour une période donnée durant laquelle une personne a été assurée et soumise à l'obligation de cotiser, ou pour quelle période l'obligation de payer des cotisations peut être considérée comme remplie, on se référera aux tableaux qui suivent.

### 2. Périodes couvrant des années pour lesquelles des revenus ont été inscrits au CI

#### 2.1 Salariés

##### 2.1.1 Cotisation minimale simple

| Années   | Revenus selon CI         |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
|--|--------------------------|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| 1948–1968  | 25                       | 50  | 75   | 100  | 125  | 150  | 175  | 200  | 225  | 250  | 275  | 276     |
| 1969–1972  | 64                       | 129 | 193  | 258  | 322  | 387  | 451  | 516  | 580  | 645  | 709  | 710     |
| 1973–1978  | 83                       | 166 | 250  | 333  | 416  | 500  | 583  | 666  | 750  | 833  | 916  | 917     |
| 1979–1981  | 166                      | 333 | 500  | 666  | 833  | 1000 | 1166 | 1333 | 1500 | 1666 | 1833 | 1834    |
| 1982–1985  | 208                      | 416 | 625  | 833  | 1041 | 1250 | 1458 | 1666 | 1875 | 2083 | 2291 | 2292    |
| 1986–1989  | 250                      | 500 | 750  | 1000 | 1250 | 1500 | 1750 | 2000 | 2250 | 2500 | 2750 | 2751    |
| 1990–1991  | 267                      | 534 | 801  | 1068 | 1335 | 1602 | 1869 | 2136 | 2403 | 2670 | 2937 | 2938    |
| 1992–1995  | 297                      | 594 | 891  | 1188 | 1485 | 1782 | 2079 | 2376 | 2673 | 2970 | 3267 | 3268    |
| 1996–2002  | 322                      | 644 | 966  | 1288 | 1610 | 1932 | 2254 | 2576 | 2898 | 3220 | 3542 | 3543    |
| 2003–2006  | 351                      | 702 | 1053 | 1404 | 1755 | 2106 | 2457 | 2808 | 3159 | 3510 | 3861 | 3862    |
| 2007–2008  | 367                      | 734 | 1101 | 1468 | 1835 | 2202 | 2569 | 2936 | 3303 | 3670 | 4037 | 4038    |
| 2009–2010  | 380                      | 760 | 1140 | 1520 | 1900 | 2280 | 2660 | 3040 | 3420 | 3800 | 4180 | 4181    |
| 2011–2012  | 384                      | 768 | 1152 | 1536 | 1920 | 2304 | 2688 | 3072 | 3456 | 3840 | 4224 | 4225    |
| 2013–2018  | 389                      | 778 | 1167 | 1556 | 1945 | 2334 | 2723 | 3112 | 3501 | 3890 | 4279 | 4280    |
| dès 2019   | 392                      | 784 | 1176 | 1568 | 1960 | 2352 | 2744 | 3136 | 3528 | 3920 | 4312 | 4313    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2   | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |



## 2.1.2 Cotisation minimale double

Les périodes de cotisation d'un conjoint sans activité lucrative, pour lesquelles des cotisations ont été versées durant le mariage en vertu de l'[art. 3, al. 3, LAVS](#), sont établies comme suit. Compte tenu de l'inscription au CI du conjoint exerçant une activité lucrative, la durée de cotisation du conjoint non actif est déterminée selon le tableau ci-dessous.

### Exemple:

Pour l'année 1996, une inscription de 6000 francs peut être portée au CI du conjoint exerçant une activité lucrative. Ainsi, la période prise en compte en 1996 pour le conjoint non actif est de 10 mois.

| Années   | Revenus selon CI         |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
|--|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| 1948–1968  | 50                       | 100  | 150  | 200  | 250  | 300  | 350  | 400  | 450  | 500  | 550  | 551     |
| 1969–1972  | 128                      | 258  | 386  | 516  | 644  | 774  | 902  | 1032 | 1160 | 1290 | 1418 | 1419    |
| 1973–1978  | 166                      | 332  | 500  | 666  | 832  | 1000 | 1166 | 1332 | 1500 | 1666 | 1832 | 1833    |
| 1979–1981  | 332                      | 666  | 1000 | 1332 | 1666 | 2000 | 2332 | 2666 | 3000 | 3332 | 3666 | 3667    |
| 1982–1985  | 416                      | 832  | 1250 | 1666 | 2082 | 2500 | 2916 | 3332 | 3750 | 4166 | 4582 | 4583    |
| 1986–1989  | 500                      | 1000 | 1500 | 2000 | 2500 | 3000 | 3500 | 4000 | 4500 | 5000 | 5500 | 5501    |
| 1990–1991  | 535                      | 1070 | 1605 | 2140 | 2675 | 3210 | 3745 | 4280 | 4815 | 5350 | 5885 | 5886    |
| 1992–1995  | 594                      | 1188 | 1782 | 2376 | 2970 | 3564 | 4158 | 4752 | 5346 | 5940 | 6534 | 6535    |
| 1996–2002  | 644                      | 1288 | 1932 | 2576 | 3220 | 3864 | 4508 | 5152 | 5796 | 6440 | 7084 | 7085    |
| 2003–2006  | 701                      | 1402 | 2103 | 2804 | 3505 | 4206 | 4907 | 5608 | 6309 | 7010 | 7711 | 7712    |
| 2007–2008  | 734                      | 1468 | 2202 | 2936 | 3670 | 4404 | 5138 | 5872 | 6606 | 7340 | 8074 | 8075    |
| 2009–2010  | 759                      | 1518 | 2277 | 3036 | 3795 | 4554 | 5313 | 6072 | 6831 | 7590 | 8349 | 8350    |
| 2011–2012  | 769                      | 1538 | 2307 | 3076 | 3845 | 4614 | 5383 | 6152 | 6921 | 7690 | 8459 | 8460    |
| 2013–2018  | 778                      | 1556 | 2334 | 3112 | 3890 | 4668 | 5446 | 6224 | 7002 | 7780 | 8558 | 8559    |
| dès 2019   | 784                      | 1568 | 2352 | 3136 | 3920 | 4704 | 5488 | 6272 | 7056 | 7840 | 8624 | 8625    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2    | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |

## 2.2 Personnes sans activité lucrative

| Années   | Revenus selon CI         |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
|--|--------------------------|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| 1948–1968  | 25                       | 50  | 75   | 100  | 125  | 150  | 175  | 200  | 225  | 250  | 275  | 276     |
| 1969–1972  | 67                       | 134 | 201  | 268  | 335  | 402  | 469  | 536  | 603  | 670  | 737  | 738     |
| 1973–1978  | 83                       | 166 | 249  | 332  | 415  | 498  | 581  | 664  | 747  | 830  | 913  | 914     |
| 1979–1981  | 167                      | 334 | 501  | 668  | 835  | 1002 | 1169 | 1336 | 1503 | 1670 | 1837 | 1838    |
| 1982–1985  | 208                      | 416 | 624  | 832  | 1040 | 1248 | 1456 | 1664 | 1872 | 2080 | 2288 | 2289    |
| 1986–1989  | 250                      | 500 | 750  | 1000 | 1250 | 1500 | 1750 | 2000 | 2250 | 2500 | 2750 | 2751    |
| 1990–1991  | 267                      | 534 | 801  | 1068 | 1335 | 1602 | 1869 | 2136 | 2403 | 2670 | 2937 | 2938    |
| 1992–1995  | 297                      | 594 | 891  | 1188 | 1485 | 1782 | 2079 | 2376 | 2673 | 2970 | 3267 | 3268    |
| 1996–2002  | 322                      | 644 | 966  | 1288 | 1610 | 1932 | 2254 | 2576 | 2898 | 3220 | 3542 | 3543    |
| 2003–2006  | 351                      | 702 | 1053 | 1404 | 1755 | 2106 | 2457 | 2808 | 3159 | 3510 | 3861 | 3862    |
| 2007–2008  | 367                      | 734 | 1101 | 1468 | 1835 | 2202 | 2569 | 2936 | 3303 | 3670 | 4037 | 4038    |
| 2009–2010  | 380                      | 760 | 1140 | 1520 | 1900 | 2280 | 2660 | 3040 | 3420 | 3800 | 4180 | 4181    |
| 2011–2012  | 384                      | 768 | 1152 | 1536 | 1920 | 2304 | 2688 | 3072 | 3456 | 3840 | 4224 | 4225    |
| 2013–2018  | 389                      | 778 | 1167 | 1556 | 1945 | 2334 | 2723 | 3112 | 3501 | 3890 | 4279 | 4280    |
| dès 2019   | 392                      | 784 | 1176 | 1568 | 1960 | 2352 | 2744 | 3136 | 3528 | 3920 | 4312 | 4313    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2   | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |

## 2.3 Personnes de condition indépendante et salariés pour lesquels l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations

En raison de l'échelle dégressive des cotisations, il convient, le cas échéant, de procéder en deux étapes à la détermination de l'accomplissement de l'obligation de payer des cotisations.

Si les revenus inscrits au CI atteignent au moins les montants suivants, alors la durée minimale annuelle de l'obligation de payer des cotisations – resp., lorsque la qualité d'assuré et l'obligation de cotiser s'étendent sur une période inférieure à une année, la durée minimale pour les mois concernés – est en tous les cas réalisée:

### 2.3.1 Cotisation minimale simple

| Années    | Revenus selon CI de Fr.<br>... et plus |
|-----------|--|
| 1948–1968 | 551                                    |
| 1969–1972 | 1 412                                  |
| 1973–1975 | 1 834                                  |
| 1976–1978 | 1 788                                  |
| 1979–1981 | 3 631                                  |
| 1982–1985 | 4 529                                  |
| 1986–1989 | 5 435                                  |
| 1990–1991 | 5 809                                  |
| 1992–1995 | 6 458                                  |
| 1996–2002 | 6 986                                  |
| 2003–2006 | 7 613                                  |
| 2007–2008 | 7 976                                  |
| 2009–2010 | 8 240                                  |
| 2011–2012 | 8 339                                  |
| 2013–2018 | 8 559                                  |
| dès 2019  | 8 625                                  |

Si les revenus inscrits au CI sont inférieurs aux valeurs-limites susmentionnées, il convient de demander à la caisse de compensation compétente pour la perception des cotisations le montant effectivement payé des cotisations AVS (jusqu'en 1959), ou AVS/AI/APG (dès 1960), par année civile. Ensuite, à la lumière de la table suivante, on déterminera le nombre de mois pour lesquels l'obligation de payer des cotisations est considérée comme remplie (il est tout à fait possible que l'obligation de payer des cotisations puisse être considérée comme remplie pour une année entière, bien que l'on aie des montants inférieurs aux valeurs-limites selon la table susmentionnée, sur la base de la table suivante) :

| Années   | Cotisations payées |                          |    |     |     |     |     |     |     |     |     |     |         |
|--|--------------------|--------------------------|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---------|
|  | Genre              | Jusqu'à et y compris Fr. |    |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Dès Fr. |
| 1948–1959  | AVS                | 1                        | 2  | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12      |
| 1960–1968  | AVS/AI/APG         | 1                        | 2  | 3   | 4   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 12  | 13  | 14      |
| 1969–1972  | AVS/AI/APG         | 4                        | 8  | 12  | 16  | 20  | 24  | 28  | 32  | 36  | 40  | 44  | 45      |
| 1973–1975  | AVS/AI/APG         | 7                        | 15 | 22  | 30  | 37  | 45  | 52  | 60  | 67  | 75  | 82  | 83      |
| 1976–1978  | AVS/AI/APG         | 8                        | 16 | 25  | 33  | 41  | 50  | 58  | 66  | 75  | 83  | 91  | 92      |
| 1979–1981  | AVS/AI/APG         | 16                       | 33 | 50  | 66  | 83  | 100 | 116 | 133 | 150 | 166 | 183 | 184     |
| 1982–1985  | AVS/AI/APG         | 20                       | 41 | 62  | 83  | 104 | 125 | 145 | 166 | 187 | 208 | 229 | 230     |
| 1986–1989  | AVS/AI/APG         | 25                       | 50 | 75  | 100 | 125 | 150 | 175 | 200 | 225 | 250 | 275 | 276     |
| 1990–1991  | AVS/AI/APG         | 27                       | 54 | 81  | 108 | 135 | 162 | 189 | 216 | 243 | 270 | 297 | 298     |
| 1992–1995  | AVS/AI/APG         | 30                       | 60 | 90  | 120 | 150 | 180 | 210 | 240 | 270 | 300 | 330 | 331     |
| 1996–2002  | AVS/AI/APG         | 32                       | 65 | 97  | 130 | 162 | 195 | 227 | 260 | 292 | 325 | 357 | 358     |
| 2003–2006  | AVS/AI/APG         | 35                       | 70 | 106 | 141 | 177 | 212 | 247 | 283 | 318 | 354 | 389 | 390     |
| 2007–2008  | AVS/AI/APG         | 37                       | 74 | 111 | 148 | 185 | 222 | 259 | 296 | 333 | 370 | 407 | 408     |
| 2009–2010  | AVS/AI/APG         | 38                       | 76 | 115 | 153 | 191 | 230 | 268 | 306 | 345 | 383 | 421 | 422     |
| 2011–2012  | AVS/AI/APG         | 39                       | 79 | 118 | 158 | 197 | 237 | 277 | 316 | 356 | 395 | 435 | 436     |
| 2013–2015  | AVS/AI/APG         | 40                       | 80 | 120 | 160 | 200 | 240 | 280 | 320 | 360 | 400 | 440 | 441     |
| 2016–2018  | AVS/AI/APG         | 39                       | 79 | 119 | 159 | 199 | 239 | 278 | 318 | 358 | 398 | 438 | 439     |
| 2019   | AVS/AI/APG         | 40                       | 80 | 120 | 160 | 200 | 241 | 281 | 321 | 361 | 401 | 441 | 442     |
| dès 2020   | AVS/AI/APG         | 41                       | 82 | 124 | 165 | 206 | 248 | 289 | 330 | 372 | 413 | 454 | 455     |
| Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois |                    | 1                        | 2  | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12      |

### 2.3.2 Cotisation minimale double

Pour déterminer la durée de cotisations du conjoint non actif d'une personne de condition indépendante, il faut appliquer le chiffre 2.1.2 par analogie.

| Années    | Revenus selon CI de<br>Fr. ... et plus |
|-----------|--|
| 1948–1953 | 1 013                                  |
| 1954–1968 | 1 101                                  |
| 1969–1972 | 2 751                                  |
| 1973–1978 | 3 576                                  |
| 1979–1981 | 7 239                                  |
| 1982–1983 | 8 801                                  |
| 1984–1985 | 8 988                                  |
| 1986–1989 | 10 638                                 |
| 1990–1991 | 11 364                                 |
| 1992–1995 | 12 563                                 |
| 1996–2002 | 13 663                                 |
| 2003–2006 | 14 851                                 |
| 2007–2008 | 15 588                                 |
| 2009–2010 | 16 138                                 |
| 2011–2012 | 16 314                                 |
| 2013–2018 | 16 688                                 |
| dès 2019  | 16 864                                 |

| Années   | Cotisations payées |                      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|--|--------------------|----------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|  | Genre              | Jusqu'à et y compris |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Dès |
|  |                    | Fr.                  |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Fr. |
| 1948–1959  | AVS                | 2                    | 4   | 6   | 8   | 10  | 12  | 14  | 16  | 18  | 20  | 22  | 23  |
| 1960–1968  | AVS/AI/APG         | 2                    | 4   | 6   | 8   | 12  | 14  | 16  | 18  | 20  | 24  | 26  | 27  |
| 1969–1972  | AVS/AI/APG         | 8                    | 16  | 24  | 32  | 40  | 48  | 56  | 64  | 72  | 80  | 88  | 89  |
| 1973–1975  | AVS/AI/APG         | 14                   | 30  | 44  | 60  | 74  | 90  | 104 | 120 | 134 | 150 | 164 | 165 |
| 1976–1978  | AVS/AI/APG         | 16                   | 32  | 50  | 66  | 82  | 100 | 116 | 132 | 150 | 166 | 182 | 183 |
| 1979–1981  | AVS/AI/APG         | 32                   | 66  | 100 | 132 | 166 | 200 | 232 | 266 | 300 | 332 | 366 | 367 |
| 1982–1985  | AVS/AI/APG         | 40                   | 82  | 124 | 166 | 208 | 250 | 290 | 332 | 374 | 416 | 458 | 459 |
| 1986–1989  | AVS/AI/APG         | 50                   | 100 | 150 | 200 | 250 | 300 | 350 | 400 | 450 | 500 | 550 | 551 |
| 1990–1991  | AVS/AI/APG         | 54                   | 108 | 162 | 216 | 270 | 324 | 378 | 432 | 486 | 540 | 594 | 595 |
| 1992–1995  | AVS/AI/APG         | 60                   | 120 | 180 | 240 | 300 | 360 | 420 | 480 | 540 | 600 | 660 | 661 |
| 1996–2002  | AVS/AI/APG         | 65                   | 130 | 195 | 260 | 325 | 390 | 455 | 520 | 585 | 650 | 715 | 716 |
| 2003–2006  | AVS/AI/APG         | 70                   | 141 | 212 | 283 | 354 | 425 | 495 | 566 | 637 | 708 | 779 | 780 |
| 2007–2008  | AVS/AI/APG         | 74                   | 148 | 222 | 296 | 370 | 445 | 519 | 593 | 667 | 741 | 815 | 816 |
| 2009–2010  | AVS/AI/APG         | 76                   | 153 | 230 | 306 | 383 | 460 | 536 | 613 | 690 | 766 | 843 | 844 |
| 2011–2012  | AVS/AI/APG         | 79                   | 158 | 237 | 316 | 395 | 475 | 554 | 633 | 712 | 791 | 870 | 871 |
| 2013–2015  | AVS/AI/APG         | 80                   | 160 | 240 | 320 | 400 | 480 | 560 | 640 | 720 | 800 | 880 | 881 |
| 2016–2018  | AVS/AI/APG         | 79                   | 159 | 239 | 318 | 398 | 478 | 557 | 637 | 717 | 796 | 876 | 877 |
| 2019   | AVS/AI/APG         | 80                   | 160 | 241 | 321 | 401 | 482 | 562 | 642 | 723 | 803 | 883 | 884 |
| dès 2020   | AVS/AI/APG         | 82                   | 165 | 248 | 330 | 413 | 496 | 578 | 661 | 744 | 826 | 909 | 910 |
| Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois |                    | 1                    | 2   | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12  |

## Appendice VI

1/20

### Aperçu des limites prévues par le droit fédéral pour le calcul du cas pénible des rentes en cours (ch. 3104 s) et de la charge trop lourde (ch. 10172 s.)

Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2020

#### Taux communs

|   | Montants annuels<br>en francs |
|---|-------------------------------|
| <i>Montant destiné à la couverture des besoins vitaux</i> |                               |
| – personnes seules  | 19 450                        |
| – couples   | 29 175                        |
| – 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> enfant, chacun        | 10 170                        |
| – 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> enfant, chacun         | 6 780                         |
| – 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun                | 3 390                         |
| <i>Primes des caisses-maladies</i>                        |                               |
| – pour adultes  | 7 260                         |
| – pour adolescents en formation                           | 5 736                         |
| – pour enfants  | 1 764                         |

#### Taux valables uniquement pour le calcul du cas pénible

|   | Montants annuels<br>en francs |
|---|-------------------------------|
| <i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>              |                               |
| – personnes seules, montant effectif, mais au plus      | 13 200                        |
| – couples <sup>1</sup> , montant effectif, mais au plus | 15 000                        |

<sup>1</sup>Les personnes avec enfants donnant droit ou participant à une rente sont assimilées aux couples.

## Taux valables uniquement pour le calcul de la charge trop lourde

|  |        |
|--|--------|
| <i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>   |        |
| – personnes seules   | 13 200 |
| – couples <sup>2</sup>   | 15 000 |
| Montant pour dépenses personnelles pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital   | 4 800  |
| Imputation de la fortune pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital qui n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite (rentes d'invalidité, rentes de survivant, rentes d'orphelin) | 1/15   |
| Imputation de la fortune pour bénéficiaires de rentes de vieillesse ou de survivant ayant atteint l'âge ordinaire de la retraite vivant dans un home ou dans un hôpital                                  | 1/10   |
| Limitation cantonale des frais de home   | aucune |
| <i>Dépenses supplémentaires</i>  |        |
| – pour personnes seules  | 8 000  |
| – pour couples   | 12 000 |
| – pour orphelins et enfants qui donnent droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant  | 4 000  |

<sup>2</sup>Les personnes avec enfants donnant droit ou participant à une rente sont assimilées aux couples.



---

**Aperçu des franchises pour la prise en compte de la fortune**  
**([art. 11, al. 1, let. c, et 1<sup>bis</sup>, LPC](#))**

|   | Montants annuels<br>en francs |
|---|-------------------------------|
| Fortune nette (personne seule)  | 37 500                        |
| Fortune nette (couple)  | 60 000                        |
| Fortune nette (orphelins, cadres)   | 15 000                        |
| Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas normal)   | 112 500                       |
| a) Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas spéciaux): immeuble d'un couple habité par un conjoint, l'autre conjoint vivant dans un home ou dans un hôpital; | 300 000                       |
| b) Immeuble d'un couple habité par un conjoint bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM;   |                               |
| c) Immeuble habité par une personne seule bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM.  |                               |